

## FEMMES

# ÊTRE FEMME EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

— Mariella Collini

Au cours des derniers mois, la crise sanitaire a mis en lumière la contribution essentielle des femmes, à la maison comme au sein de plusieurs sphères publiques de première ligne. En cette Journée internationale des femmes, voici un bref survol de quelques réalités qu'elles vivent au quotidien.

En 2020, les femmes étaient au nombre de 72 472 en Abitibi-Témiscamingue, ce qui représente un peu moins de la moitié de la population de la région (49 %).

### ■ Réalités familiales

Bien que la répartition des responsabilités familiales tende vers un meilleur équilibre, diverses études indiquent que les disparités restent grandes entre les pères et les mères quant au partage des tâches domestiques, des soins et de l'éducation des enfants. Autre réalité familiale, les familles monoparentales de la région sont majoritairement dirigées par la mère (68 %). À cet égard, les mères vivant seules avec leur(s) enfant(s) sont plus touchées par la pauvreté, avec un taux de faible revenu de 30 % contre 17 % pour les pères à la tête d'une famille monoparentale.

### ■ Marché du travail

En 2020, les femmes représentaient 48 % de la main-d'œuvre régionale occupée âgée de 25 à 64 ans. Leur taux d'emploi était légèrement supérieur (73,9 %) à celui des Québécoises (72,5 %). Or, des disparités subsistent entre les sexes. Le taux d'emploi des femmes (25-64 ans) demeure 4,4 points de pourcentage inférieur à celui des hommes dans la région (6,3 pt en moins pour les femmes du Québec). Autre élément significatif, que ce soit par choix ou non, les femmes sont surreprésentées dans des emplois à temps partiel, plus souvent à statut précaire et faiblement rémunérés. Dans la région, elles occupaient 73 % de tous les emplois à temps partiel, soit une

part plus importante que leurs consœurs québécoises (69 %).

En raison de la pandémie qui a frappé de plein fouet le marché du travail, on compte 7 500 pertes nettes d'emploi parmi la population occupée âgée de 25 à 64 ans de la région en 2020. Environ 2 600 de ces emplois étaient occupés par des femmes, ce qui correspond à un peu plus d'un emploi perdu sur 3. Les emplois perdus à temps partiel l'ont été essentiellement chez les femmes. Au Québec, 57 % des emplois perdus étaient occupés par des femmes.

### ■ Scolarité et revenu d'emploi

Dans la région, les femmes âgées de 25 à 64 ans sont proportionnellement moins nombreuses à détenir un diplôme d'études postsecondaires (62 %) que leurs homologues québécoises (70 %). Globalement, les femmes de la région se regroupent majoritairement dans les domaines de la santé et des services sociaux, du commerce de détail, de l'éducation, de l'hébergement et restauration et de la fonction publique.

En 2019, le revenu d'emploi moyen des femmes (25-64 ans) de la région se fixait à 43 388 \$, ce qui est inférieur à celui des femmes du Québec (46 406 \$) et des hommes de la région (72 647 \$). L'écart de revenu d'emploi moyen entre les sexes s'avère nettement plus important dans la région que partout ailleurs au Québec. Dans la région, les femmes touchent 60 % du revenu d'emploi des hommes, alors que les

femmes québécoises gagnent plutôt 75 % du revenu d'emploi des hommes.

### ■ Bien-être et santé

Divers obstacles peuvent freiner l'épanouissement des femmes dans leur maternité et engendrer une certaine vulnérabilité chez les enfants auxquels elles donnent naissance. La région se démarque par une proportion plus élevée de naissances qu'au Québec de mères faiblement scolarisées, soit ne détenant pas de diplôme d'études secondaires (13 % c. 6 %) et de jeunes mères âgées de moins de 20 ans (3,6 % c. 1,6 %).

Bien que l'on entende beaucoup plus parler de santé mentale depuis quelques mois, un écart en la matière existait déjà avant la pandémie. En effet, il y a davantage de femmes dans la région qu'au Québec qui ont été diagnostiquées en 2017-2018 pour des troubles de santé mentale (17 % c. 12 %).

En conclusion, même si les conditions des femmes se sont améliorées au cours des dernières décennies, la pandémie a remis sur la sellette certains enjeux qui subsistent en vue d'atteindre l'équité, tels que la conciliation famille-(télé)travail, l'accès à des services de garde en nombre suffisant et à coût abordable ou l'amélioration des conditions de travail. ■

Sources : Institut de la statistique du Québec, SOM, **Sondage sur la coparentalité**, Statistique Canada, **Evolution de la participation des parents aux tâches domestiques et aux soins des enfants de 1986 à 2015**, Enquête sur la population active (2020), Recensement de 2016 et Centre intégré de la santé et des services sociaux, **Déterminants de la santé** et **État de santé**.

## TRANSPORT

# DE PONTS EN PONTS

— Étienne Désy-Massé

Les fermetures et les réductions de charges des ponts ont des conséquences significatives sur les déplacements des personnes et des biens occasionnant parfois de longs détours pour arriver à destination. Pensons au pont de la montée Gauthier en 2018 et 2019 au Témiscamingue. Qu'en est-il de l'état de situation du parc de ponts et de structures de l'Abitibi-Témiscamingue?

En date de 2019, 438 structures (ponts, ponceaux et murs de soutènement de talus<sup>1</sup>) étaient recensées : 229 sur le réseau routier supérieur (routes nationales, régionales, collectrices et d'accès aux ressources entretenues par le ministère des Transports [MTQ]) et 209 sur le réseau municipal (routes locales, urbaines et rurales de trois niveaux et à la charge des municipalités).

### ÂGE MOYEN

Selon un récent inventaire du MTQ, l'Abitibi-Témiscamingue abritait le parc de structures du réseau supérieur ayant l'âge moyen le plus élevé parmi les régions au Québec, soit 45,9 ans. Cet âge moyen était estimé à 38,8 ans dans l'ensemble du Québec. En fait, 28 % des structures actuelles du réseau supérieur de la région ont été bâties entre 1940 et 1959, comparativement à 8 % pour l'ensemble du Québec. L'accélération de la colonisation, l'essor démographique et le développement économique de la région entre 1930 et 1960 ont mobilisé un nombre important de chantiers routiers et de structures.

### ÉTAT PHYSIQUE ET ACCESSIBILITÉ

Avec le vieillissement de ses structures, l'Abitibi-Témiscamingue affichait la plus forte proportion de structures en mauvais état parmi les régions administratives. En 2019, respectivement 40 % et 70 % des structures des réseaux supérieur et municipal étaient en mauvais état, comparativement à 23 % et 40 % à l'échelle du Québec. De plus, en date de février 2021, 54 % des structures de la région (224 au total), tous réseaux confondus, nécessitaient des réparations, des travaux majeurs ou un remplacement, comparativement à 31 % dans l'ensemble du Québec. Ces structures restent toutefois sécuritaires.

Le MTQ procède à des inspections annuelles de toutes les structures, ce

qui peut entraîner des réductions de charges et éventuellement des travaux de renforcement ou des reconstructions. En 2019, 149 ou 34 % des structures en Abitibi-Témiscamingue faisaient l'objet de certaines restrictions d'accès comme un tonnage réduit et une interdiction en surcharge pour les véhicules hors normes afin de préserver leur état, bien plus que 16 % à l'échelle du Québec. Or, les réductions de charges peuvent causer certains problèmes pour la circulation des poids lourds. Quinze ponts étaient aussi fermés à la circulation, dont la majorité se situait dans les MRC d'Abitibi et d'Abitibi-Ouest.

### INVESTISSEMENTS

Pour la remise en état du parc des structures, 83 chantiers importants sont prévus dans la région entre 2019 et 2025, soit 13 remplacements de structures et 70 travaux majeurs. Déjà, le gouvernement provincial a annoncé un investissement de 31,2 M\$ échelonné entre 2020 et 2022 pour la réparation et le remplacement de structures. Dans le cadre de cet investissement, 18 chantiers, avec un budget de 0 à 5 M\$

chacun, d'entretien, de réparation et de reconstruction de ponts, de ponceaux et des murs de soutènement de talus sont planifiés entre 2020 et 2022. La majorité de ces projets se situe en Abitibi-Ouest (8) et à Rouyn-Noranda (5). Par ailleurs, en juin 2020, le gouvernement a annoncé l'accélération de dix projets d'infrastructures dans la région, parmi lesquels deux portaient sur la reconstruction de ponts et de ponceaux (Témiscamingue). ■

Note générale : 1. Ponceau : « Ouvrage servant de petit pont, constitué d'au moins un tuyau transversal généralement fait en béton ou en métal qu'on recouvre de gravier ou d'autres matériaux, qui permet à l'eau de ruissellement de s'écouler sous une route, une voie ferrée ou toute autre structure »; Talus : « Partie de la route comprise entre l'accotement et le fossé » (Office québécois de la langue française, Grand dictionnaire terminologique).

Sources :  
MTQ. **Bilan de l'état des structures 2019**, 2020.  
MTQ. **Carte interactive** – IG02 – Données Québec, 23 février 2021.  
MTQ. **Inventaire et inspection des structures**, 15 février 2021.  
MTQ. **Investissements routiers 2020-2022 – Abitibi-Témiscamingue**, 25 février 2021.

### Nombre et proportion de structures par indice de condition générale et d'accessibilité

> Direction générale territoriale Abitibi-Témiscamingue<sup>1</sup> et ensemble du Québec, 2021

	Abitibi-Témiscamingue		Ensemble du Québec	
	Nbre <sup>2</sup>	%	Nbre	%
<b>Indice condition générale (total)</b>	<b>419</b>	<b>100,0</b>	<b>9 687</b>	<b>100,0</b>
4 - Aucune intervention	194	46,3	6 688	69,0
3 - Réparations	127	30,3	1 577	16,3
2 - Travaux majeurs	82	19,6	403	4,2
1 - Remplacement	15	3,6	327	3,4
- Analyse en cours	0	0,0	682	7,0
- Sans objet	0	0,0	10	0,1

Source : Ministère des Transports du Québec (MTQ). **Inventaire et inspection des structures**, 15 février 2021.  
Note 1 : La Direction de gestion territoriale (DGT) de l'Abitibi-Témiscamingue du MTQ est responsable des réseaux routiers en Abitibi-Témiscamingue et depuis 2019, de la partie occidentale de Baie-James jusqu'à Lebel-sur-Quévillon. Cependant, le nombre de structures localisées à la Baie-James, une trentaine, est minime.  
Note 2 : Pris en charge par le MTQ, les ponts et les ponceaux situés sur deux anciennes voies ferrées, converties en parcs linéaires de la route verte, ne sont pas inclus dans l'inventaire contrairement au bilan de l'état des structures.

## HABITATION

# SE TROUVER UN LOGEMENT

— Mariella Collini

Depuis une quinzaine d'années, les ménages à la recherche d'un logement se butent à une rareté de logements à prix abordable et de taille convenable pour répondre à leurs besoins. À la lumière de l'Enquête sur les logements locatifs (ELL) de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), approfondissons la conjoncture du marché locatif des trois centres urbains de la région.

**B**ien que l'offre locative d'initiative privée se soit accrue depuis quelques années, la rareté de logements touche toujours les centres urbains (d'au moins 10 000 habitants) de la région. Ainsi, en octobre 2020, le taux d'inoccupation global était sous la barre du taux d'équilibre reconnu de 3 %, variant de 0,9 % à Val-d'Or à 1,1 %, à Amos et Rouyn-Noranda. Voici d'autres constats tirés de la plus récente enquête :

► La rareté existe, quelle que soit la taille du logement. Mais de façon générale, le taux d'inoccupation indique qu'il est encore plus difficile de trouver un logement pouvant accueillir une famille (deux à trois chambres à coucher) en 2020, avec des taux inférieurs ou égaux à 1 %.

► La rareté est encore plus grande pour les logements dont le coût mensuel moyen est inférieur à 750 \$, avec un taux d'inoccupation de 0,8 %. Ce taux s'abaisse entre 0,3 % et 0,6 % pour des appartements de 2 chambres à coucher et à 0 %, pour ceux de 3 chambres à coucher.

► Si l'on considère l'âge de l'immeuble locatif, le taux d'inoccupation est de 0,0 % pour les

unités construites depuis 2000 (Rouyn-Noranda et Val-d'Or). Autrement, le taux d'inoccupation tend à augmenter pour les logements bâtis entre 1980 et 1999 (0,4 % à 1,3 %), avant 1980 (1,1 % à 1,7 %), voire avant 1960 (0,7 % à 1,9 %).

► Le coût mensuel moyen varie entre 664 \$ et 677 \$ dans les centres urbains de la région. Le coût croît selon la taille, par exemple, un appartement de deux chambres coûte entre 687 \$ et 721 \$ selon la zone. Le coût moyen du loyer estimé par l'enquête couvre tous les logements, existants ou neufs, occupés par des locataires de moyenne ou de longue durée ou encore, inoccupés, donc vacants. Dès lors, le loyer moyen (\$) n'est donc pas toujours représentatif du coût des loyers vacants demandés par les propriétaires aux nouveaux locataires. À titre d'exemple, la SCHL indique des coûts moyens significativement plus élevés pour les logements inoccupés allant jusqu'à 12 % du coût moyen des logements occupés pour la RMR de Québec.

► Un marché locatif serré entraîne généralement une pression sur les loyers. Pour obtenir une estimation de l'évolution des loyers exigés par les propriétaires,

## ✓ LE ROULEMENT

La SCHL estime le taux de rotation des unités de location, soit la fréquence à laquelle les logements deviennent disponibles dans un secteur. Ce taux s'est abaissé de 25,4 % en 2019 à 16,2 % en 2020 à Amos, de 20,7 % à 17,9 % à Rouyn-Noranda et de 17,9 % à 14,7 % à Val-d'Or. Le choix limité de logements et l'incertitude qu'a engendrée la pandémie ont probablement incité les ménages à ne pas déménager.

la SCHL prend en compte les loyers des mêmes logements communs aux deux plus récentes enquêtes (2020 et 2019). Dans la région, tous les secteurs ont enregistré une augmentation du coût moyen du loyer entre octobre 2019 et octobre 2020, allant de 3,5 % à 3,7 %.

Pour Amos, le coût moyen des appartements a progressé de 3,7 %, un léger ralentissement par rapport à l'année précédente (3,9 %). À Rouyn-Noranda, la variation du loyer moyen est estimée à 3,5 % en octobre 2020, ce qui représente une progression plus rapide que celle enregistrée (2,6 %) en octobre 2019. Il s'agit par ailleurs de la plus forte hausse annuelle depuis 2013. À Val-d'Or, si la variation estimative du loyer moyen est moindre qu'en 2019, elle demeure tout de même importante, avec 3,6 %.



Pour un complément d'information sur l'inoccupation dans les milieux ruraux de la région, consultez l'onglet **Habitation** de notre site Web.

### Indicateurs du marché locatif des appartements d'initiative privée

► Centres urbains de l'Abitibi-Témiscamingue et Québec (+10 000 habitants), octobre 2020

	Amos	Rouyn-Noranda	Val-d'Or	Québec
Univers des logements <sup>1</sup>	1 001	3 008	2 556	887 358
<b>Taux d'inoccupation global<sup>2</sup></b>	<b>1,1 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>2,5 %</b>
Une chambre	0,7 %	1,4 %	1,2 %	2,9 %
Deux chambres	0,5 %	1,0 %	1,0 %	1,9 %
Trois chambres	1,6 %	0,6 %	0,5 %	2,3 %
<b>Loyer moyen (\$) <sup>2</sup></b>	<b>677 \$</b>	<b>677 \$</b>	<b>664 \$</b>	<b>844 \$</b>
Variation en % estimative (2019) <sup>3</sup>	3,7 %	3,5 %	3,6 %	3,8 %
Taux de roulement	16,2 %	17,9 %	14,7 %	12,9 %

1. Seuls les immeubles locatifs d'initiative privée qui comptent au moins trois logements locatifs et qui sont sur le marché depuis au moins trois mois sont inclus à l'enquête.

2. Les taux d'inoccupation et les loyers sont calculés en incluant tous les immeubles de l'enquête.

3. Les augmentations de loyer sont calculées uniquement à partir des immeubles existants qu'on en commun les échantillons d'enquête de la période actuelle et de l'année précédente, et non sur l'ensemble des immeubles, neufs ou existants.

Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), **Tableaux de données tirés de l'Enquête sur le marché locatif** et **Portail de l'information sur le marché de l'habitation**.



Pour recevoir gratuitement nos publications en format PDF, abonnez-vous à notre Infolettre.

## ÉDUCATION ET AUTOCHTONES

# RAPPROCHEMENTS ET DÉFIS

— Nancy Ross

Le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) publiait récemment un rapport<sup>1</sup> qui fait état de plusieurs actions des universités québécoises pour mieux intégrer les étudiants autochtones. Quels constats peut-on faire quant à l'accessibilité aux études collégiales et universitaires des Autochtones dans la région?

### Un écart de diplomation encore marqué

Des écarts dans les taux de diplomation au cégep et à l'université persistent entre les étudiants autochtones et non autochtones<sup>2</sup>. Au Québec, 15 % des personnes d'identité autochtone<sup>3</sup> possèdent un diplôme collégial (18 % pour les non-autochtones). L'écart est encore plus marqué pour les études universitaires, alors que 6 % des personnes autochtones détiennent un baccalauréat (13 % pour les non-autochtones). En Abitibi-Témiscamingue, le taux de diplomation se maintient sous la moyenne provinciale, alors que 12 % des personnes d'identité autochtone possèdent un diplôme collégial (15 % pour les non-autochtones) et 3 % d'entre eux détiennent un baccalauréat (9 % pour les non-autochtones).

### Augmentation du nombre d'étudiants autochtones

Du côté de l'UQAT, on note une augmentation constante du nombre d'étudiants autochtones<sup>4</sup> entre 2013 et 2018, passant de 165 à 180, avec un pic de 202 étudiants en 2016-2017<sup>5</sup>. En 2019-2020, l'UQAT accueillait 102 étudiants autochtones à l'automne et 133 étudiants à l'hiver<sup>6</sup>, en plus des 88 étudiants qui fréquentaient le Service de formation continue. Au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue<sup>7</sup>, le nombre d'inscriptions aux programmes de la formation continue destinés aux Autochtones augmente également, passant de 26 à 38 étudiants entre 2015 et 2020. Le nombre d'étudiants autochtones dans les programmes réguliers est passé de 9 à 14 entre 2015 et 2019.

### L'accessibilité et ses obstacles

Les étudiants autochtones rencontrent plusieurs défis tout au long de leur parcours postsecondaire. Notons la pénurie de logements dans la région, la difficile conciliation famille-travail-études et parfois même une certaine méfiance envers le système éducatif. Les établissements postsecondaires déploient de nombreuses mesures pour améliorer l'expérience étudiante des autochtones et pour tenir compte de leur réalité culturelle. Les données du prochain recensement permettront de mieux documenter les effets de ces efforts pour favoriser l'accessibilité aux études postsecondaires aux populations autochtones. ■

Sources :

1. et 5. Bureau de la coopération interuniversitaire (BCI), 2021, **L'action des universités québécoises pour, par et avec les Premiers Peuples – Portrait 2019**, 2021.

2. Recensement 2016, Statistique Canada.

3. « Identité autochtone » désigne les personnes s'identifiant aux peuples autochtones du Canada. Il s'agit des personnes des Premières Nations, des Métis ou des Inuits.

4. Les données collégiales comme universitaires concernent seulement les déclarations volontaires du statut autochtone. Ces nombres peuvent donc être sous-estimés.

6. UQAT, demande spéciale. Tous cycles confondus.

7. Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, demande spéciale.



**L'OBSERVATOIRE**  
de l'Abitibi-Témiscamingue

RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

### NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université,  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4  
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622  
observatoire@observat.qc.ca  
[OBSERVAT.QC.CA](http://OBSERVAT.QC.CA)

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)  
ISSN : 1916-4963 (En ligne)  
2 100 abonnements

## ✓ SORTI DES PRESSES

Beaulé, Guillaume, **Portrait de santé de la population de l'Abitibi-Témiscamingue – Mise à jour 2021**, CISSS-AT.

Bureau de la coopération interuniversitaire (BCI), **L'action des universités québécoises pour, par et avec les Premiers Peuples – Portrait 2019 et Portrait de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue 2019-2020**, 2021.

Conseil du statut de la Femme (CSF), **Portrait des Québécoises – Édition 2020 – Femmes et économie**, 2021.

Financière agricole du Québec (FAQ), **Transac-Terres 2020**, 2021.

HEC Montréal, **État de l'énergie 2021**.

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), **Le suicide au Québec : 1981 à 2018 – Mise à jour 2021**.

Institut de la statistique du Québec (ISQ), **État du marché du travail au Québec – 2020 et**

**Évolution du marché du travail dans les MRC en 2019 et**

**La migration interrégionale au Québec en 2019-2020 : une année défavorable aux grands centres urbains, surtout Montréal et**

**La population des régions administratives du Québec en 2020**, 2021.

JLR, **Bilan des ventes d'unifamiliales par division de recensement 2020**, 2021.

Loisir et Sport Abitibi-Témiscamingue (LSAT), **Portrait du loisir culturel en Abitibi-Témiscamingue**, 2020.

Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), **Portrait de l'entrepreneuriat au Québec**, 2021

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), **Tableaux sur l'immigration permanente au Québec 2015-2019**, 2021.

Ministère des Transports du Québec (MTQ), **Bilan de l'état des chaussées du réseau routier supérieur québécois – 2019 et Bilan de l'état des structures – 2019**, 2020.

Pelletier, France, **Mécanismes de reproduction des inégalités sociales et scolaires au sein des centres de la petite enfance de Rouyn-Noranda** (Rapport), 2020.

UQAT, **Plan de développement 2020-2025**, 2021.

Bonne lecture !